

RER LIGNE A & LIGNE B

**SOLIDAIRES** groupe RATP  
144 boulevard de la Villette 75019 Paris  
Tel : 01 40 18 79 99 - Fax : 01 43 67 62 14  
[www.solidaires-grouperatp.org](http://www.solidaires-grouperatp.org)

**8 DÉCEMBRE 2016**

## DÉFENDRE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL, C'EST NOUS BATTRE POUR VOS CONDITIONS DE TRANSPORT !

Vendredi 16 décembre 2016, les agents de conduite des lignes A & B du RER ont décidé de cesser le travail pour protester contre la dégradation quotidienne de leurs conditions de travail. Cette décision, outre qu'elle impacte les usager-es en ne leur permettant pas d'utiliser les transports en commun, impacte également les salarié-es en grève. Les choix politiques et économiques, de productivité et d'automatisation de lignes de Métro, de la RATP et du STIF n'aideront en rien au développement des transports en Ile-De-France.

### Les usager-es sont les témoins et victimes de la dégradation quotidienne des conditions de transports

Depuis plusieurs mois, voir quelques années maintenant, les usager-es subissent une dégradation de leurs conditions de transports (1 million de voyageurs quotidiens sur la A et presque autant sur la ligne B) : Avaries matériels, pannes de signalisations et défaillances des installations dus à la réduction des effectifs à la maintenance ; Retards récurrents ; Missions farfelues aux destinations ne correspondant pas à celles affichées ; Trains devant s'arrêter... et ne s'arrêtant pas ; Trains et gares sales (la RATP préférant payer des pénalités bien moins contraignantes que le contrat inique qu'elle a passé avec les entreprises de nettoyage aux conditions de travail inhumaines) ; Informations contradictoires voir absentes à bord des trains ou sur les quais ; Interruptions de trafic inopinées dues à des avaries liées à la volonté de faire circuler coûte que coûte des trains nécessitant une intervention technique.

À cela s'additionne une mission de service public subordonnée aux contraintes voulues et acceptées entre le STIF (syndicat des transports d'Ile de France) et la RATP. Quotidiennement, nous effectuons notre travail dans un environnement hostile à la sérénité qu'impose notre métier basé sur la sécurité des usager-es et des biens. En effet, concourir à l'atteinte « d'objectifs » montre désormais les limites d'une telle stratégie économique. Ces choix reposent sur le degré de résilience des agents face aux menaces permanentes et réelles de sanctions. Mettre en place les trains « porteurs » d'un colis suspect ou « abandonné » sans arrêt dans Paris pour éviter l'interruption de trafic, c'est vers les victimes du métro de Bruxelles qu'il faudrait se tourner pour évaluer le bien-fondé de cette décision. Les voyageurs et voyageuses doivent souvent prévoir un délai de transport augmenté de 20 à 30 % pour être sûr-es de ne pas être en retard. Et le retour s'avère une nouvelle aventure !

**Usager-es comme agents RATP**, n'avons pas été demandeur de l'état d'urgence : les conséquences de mesures prises à titre préventif et selon le fameux « principe de précaution » doivent être assumées par les décideurs.

**Usager-es comme agents RATP**, que nous soyons assujettis aux impôts ou non, avons le droit à la même égalité devant les services publics. Le syndicat SOLIDAIRES groupe RATP milite depuis des années pour la gratuité des transports en Ile-de-France.

**Usager-es comme agents RATP**, qui souvent sont voisin-es, de la même famille, et tout simplement « humain-es » ne doivent pas interpréter cette journée d'action comme une provocation mais comme un cri d'alarme devant l'inacceptable.

**Les enjeux à venir pour les transports publics en Ile de France ne doivent pas se résumer au projet du « Grand Paris » où chaque place est bonne à prendre pour les élu-es en mal d'indemnités payées avec nos impôts.**

**Le mécontentement des usager-es ne doit pas se retourner contre celles et ceux qui défendent un service public de qualité mais contre ceux et celles qui sont les responsables de cette situation.**